

Relations industrielles Industrial Relations



Les femmes et le syndicalisme, par Julie White, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, Ottawa, Centre d'Édition du gouvernement du Canada, 1980, 147 pp.

Marie Lavigne

Volume 36, numéro 2, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/029171ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/029171ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (imprimé)

1703-8138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lavigne, M. (1981). Compte rendu de [*Les femmes et le syndicalisme*, par Julie White, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, Ottawa, Centre d'Édition du gouvernement du Canada, 1980, 147 pp.] *Relations industrielles / Industrial Relations*, 36(2), 456–457. <https://doi.org/10.7202/029171ar>

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1981

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

bibliographie. On y trouve, en outre, seize tableaux fournissant des détails (liste des affiliés, membres, distribution géographique, etc.) sur les diverses organisations ainsi qu'une nomenclature des sigles par lesquels elles sont communément désignées.

La présentation des chapitres touchant les organisations suit un plan uniforme: a) l'organisation et la structure (effectifs, organisme de direction, secrétariat, finances, organisations régionales); b) les objectifs, la politique et les activités; c) les relations avec les autres groupements.

Un des aspects intéressants de l'ouvrage, c'est que l'auteur ne se contente pas d'exposer ce que l'on pourrait retrouver dans la littérature officielle des groupements et qui est souvent marqué par des visées de propagande, mais il sait faire la part des choses et expliquer ce qui en est dans la réalité.

Gérard DION

Université Laval

Les femmes et le syndicalisme, par Julie White, Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, Ottawa, Centre d'édition du gouvernement du Canada, 1980, 147 pp.

Dans son étude **Les femmes et le syndicalisme**, effectuée pour le compte du Conseil consultatif canadien de la situation de la femme, Julie White se propose d'une part d'évaluer la situation des femmes à l'intérieur du mouvement syndical canadien et, d'autre part, d'analyser l'impact du syndicalisme sur les conditions de travail des femmes.

Une telle synthèse était nécessaire: l'action grandissante des femmes au sein des syndicats ainsi que les préoccupations du mouvement syndical dans son ensemble face aux revendications féminines ont amené cette question sur la place publique et ont fait ressentir encore plus cruellement l'absence de synthèse et d'analyse des données sur cette question.

Au cours des dernières années, la syndicalisation des femmes s'est accrue plus rapidement que leur participation au monde du travail. Ainsi, «de 1966 à 1976 le pourcentage de travailleuses syndiquées est passé de 16,3 à 26,8%» (p. 26). On note aussi que la syndicalisation des femmes a augmenté quatre fois plus rapidement que celle des hommes. Il s'agissait bien sûr de combler un retard historique et la syndicalisation du secteur public y compris celle des secteurs traditionnellement féminins que sont l'éducation et la santé expliquent cette forte croissance du syndicalisme parmi les femmes. Malgré cette hausse prodigieuse, il n'en demeure pas moins que les femmes sont toujours proportionnellement moins syndiquées que les hommes; en effet, à l'échelle canadienne, 27% des travailleuses sont syndiquées, alors que 43% des travailleurs le sont.

Un tel écart amène l'auteur à s'interroger sur les motifs du plus faible taux de syndicalisation des femmes. Rejetant d'emblée les explications d'ordre idéologique (attitudes des femmes ou des syndicats) Julie White rappelle que les secteurs où traditionnellement la syndicalisation a été la plus développée, notamment chez les cols bleus, sont aussi des secteurs à faible participation féminine. Inversement, elle note une forte participation des femmes à la main-d'oeuvre de secteurs tels le commerce, les finances et les services, secteurs peu ouverts à la syndicalisation. La taille de l'entreprise a aussi un impact sur le taux de syndicalisation. Aux fins de l'étude, une compilation spéciale de Travail-Canada portant sur les établissements de la fabrication en 1977 (p. 56) illustre que plus un établissement est important, plus élevé risque d'être la syndicalisation. Or, les ouvrières de la fabrication ont tendance à se concentrer dans des entreprises de petites dimensions d'où une syndicalisation moins développée.

L'auteur aborde aussi la question controversée des avantages de la syndicalisation répondant par là à certaines assertions parfois véhiculées dans le mouvement féministe ayant trait à l'inutilité du syndicalisme pour les femmes. Critiquant plus particulièrement

l'étude de Patricia Marchack sur les travailleuses de la Colombie Britannique, Julie White affirme que la syndicalisation permet de réduire les écarts salariaux entre les hommes et les femmes. À partir de données de Travail-Canada, elle compare la rémunération dans 20 emplois de bureau; cette comparaison portant sur 400 842 employés lui permet de conclure que «la différence de rémunération était de 16,8% pour les travailleurs non syndiqués alors qu'elle n'était que de 8,6% pour les travailleurs syndiqués» (p. 63). Un survol de diverses conditions de travail négociables lors d'une convention amène l'auteur à conclure que les travailleuses retiennent un net avantage à se syndiquer.

Enfin, l'ouvrage comporte 3 monographies de luttes syndicales menées par des femmes. Le conflit de la Fleek en 1978 illustre un combat syndical pour la formule Rand mené dans une petite usine ontarienne où la main-d'oeuvre est entièrement féminine. Les négociations au Winnipeg Health Sciences Centre qui emploie 5 000 travailleuses démontrent comment la négociation collective fut un instrument de réduction des écarts de salaire entre les hommes et les femmes et la lutte du dernier front commun intersyndical québécois, où un congé de maternité sans perte de traitement a été obtenu, est décrite pour son caractère progressiste. Cette section de l'ouvrage a un ton résolument optimiste qui n'est nullement assombri par les échecs de la syndicalisation en milieu bancaire, ou par les limites structurelles du développement de la syndicalisation.

L'exposé laisse croire à une syndicalisation potentielle illimitée et la syndicalisation semble être le seul moyen d'améliorer les conditions de travail des femmes. Une telle approche a le défaut d'évacuer certaines questions fondamentales telles les imposants problèmes d'organisation que pose le travail au noir des domestiques, gardiennes, couturières à domicile, etc. ou le non-engagement de nombreux syndicats dont les syndicats de boutique dans une démarche d'amélioration des conditions de travail des femmes.

On aurait aussi aimé que l'auteur pousse un peu plus loin la difficile question du militantisme syndical des femmes. J. White s'est contentée de rappeler les faibles taux de participation des femmes à la hiérarchie syndicale en utilisant d'ailleurs pour le Québec des données déjà vieilles d'une dizaine d'années. Cette sous-représentation des femmes est un fait archiconnu mais, paradoxalement, elle n'a pas empêché que les revendications des femmes deviennent, notamment au Québec, une priorité syndicale. Les comités de femmes, qu'on retrouve dans de nombreux syndicats, semblent devenir la voie d'intervention privilégiée des militantes syndicales. Il aurait été important que l'auteur analyse cette forme, particulièrement dynamique, de participation à la vie syndicale.

Cet ouvrage traite de syndicalisation des femmes dans l'ensemble du Canada et ce, malgré de profondes différences régionales. L'auteur est consciente des difficultés d'une telle approche et note dans son introduction que «Le mouvement syndical québécois ainsi que le rôle que les femmes y ont joué aurait pu facilement faire l'objet d'un chapitre distinct, étant donné sa grande originalité par rapport au reste du Canada». Les données sur le Québec sont donc totalement intégrées aux divers chapitres et il est dommage que l'auteur n'ait pas tenté d'enrichir son exploration pan-canadienne d'une analyse, même sommaire, des spécificités régionales. Il aurait été important, entre autres, d'analyser pourquoi les Québécoises sont davantage syndiquées que les Canadiennes et pourquoi le mouvement syndical québécois semble plus sensible aux revendications des femmes.

Néanmoins, il s'agit d'une synthèse regroupant une masse impressionnante d'informations, tant d'ordre historique que quantitatif ou factuel. Ce dossier synthèse saura rendre de grands services, tant aux militants syndicaux qu'aux lecteurs intéressés à avoir une vue d'ensemble de la syndicalisation des femmes au Canada.

Marie LAVIGNE

Conseil du statut de la femme
Gouvernement du Québec